

Editorial

La crise de l'emploi des jeunes:

Par Juan Somavia, Directeur général de l'OIT

Les jeunes ont été très présents dans les manifestations qui se sont déroulées dans plus d'un millier de villes, touchant 82 pays à travers le monde, des événements qui se sont accélérés depuis le «printemps arabe».

Beaucoup de jeunes sont pessimistes et se sentent impuissants à changer leur situation. Ils s'interrogent: «Que vais-je devenir?», «N'y a-t-il aucune issue vers un meilleur avenir?»

Du point de vue du monde du travail, ce sont des questions légitimes mues par des peurs bien compréhensibles: à l'échelle mondiale, quatre chômeurs sur dix sont des jeunes, hommes ou femmes.

Dans certains pays, un jeune sur quatre est sans emploi. Le chômage des jeunes est trois fois plus élevé que celui des adultes – et dans certaines régions près de cinq fois supérieur. Dans certains cas, la situation des jeunes femmes est encore plus critique.

Le chômage n'est que l'une des dimensions du problème. Trop de jeunes gens sont relégués dans des situations d'informalité et des conditions de travail médiocres. Certains jeunes, découragés, mal formés, sans confiance en eux ni dans le système actuel, finissent par se détacher du marché du travail, avec des conséquences désastreuses pour leur développement personnel, leur famille et la société.

C'est une tendance inquiétante qui porte en elle le risque d'une génération perdue dans l'immédiat et la perte de confiance dans la capacité des systèmes à améliorer la vie des gens au fil du temps.

Avec une crise de l'emploi des jeunes d'ampleur inédite, aggravée par la crise financière et économique mondiale et la perspective d'une reprise lente, incertaine et inégale, chacun reconnaît qu'un point critique a été atteint.

Nous ne pouvons pas laisser les jeunes hommes et femmes abandonner ou croire que les seules perspectives qui s'offrent à eux les conduisent à mener une existence de travailleur pauvre, faite d'insécurité. L'énergie, la créativité et le dynamisme de la jeunesse sont indispensables pour forger un meilleur avenir pour tous – et nombreux sont les exemples où son potentiel peut être libéré si l'occasion lui en est offerte.

Toutefois, le chômage des jeunes fait partie d'une crise du monde du travail plus vaste.

Les modèles de croissance en vigueur ont progressivement montré leurs limites pour combler les déficits d'emploi et pour répondre convenablement aux aspirations des hommes et des femmes au travail décent. La signification du travail – «le travail n'est pas une marchandise» – a été grandement dévaluée: le creusement des inégalités, la raréfaction des débouchés et la baisse de la mobilité réduisent les possibilités d'obtenir une croissance durable riche en emplois décents.

Les défis de l'emploi et du travail décent doivent d'abord être relevés avec de nouvelles stratégies de croissance qui produisent de meilleurs résultats pour les populations: les politiques destinées à promouvoir l'emploi et le travail décent pour les jeunes doivent aussi être ancrées dans des stratégies de relance et de croissance riche d'emplois et qui n'excluent personne.



des pistes pour un avenir meilleur

L'enjeu de la jeunesse

Le défi qui est devant nous est surtout celui de la jeunesse: le monde va devoir créer 600 millions d'emplois au cours des dix prochaines années afin d'absorber les 400 millions de nouveaux arrivants sur le marché du travail, en plus des 200 millions qui sont déjà au chômage en 2012 – parmi lesquels 75 millions de jeunes.

Cela exige que l'on s'engage véritablement à investir dans la jeunesse, en déployant tous les efforts requis pour protéger les jeunes et les programmes qui favorisent leur éducation, leur emploi et la transition école-travail. Les jeunes démunis méritent d'avoir les mêmes chances que les autres et même de se voir offrir une seconde chance. Il convient de mettre en avant les pistes pour sortir de la crise de l'emploi des jeunes et s'acheminer vers le travail décent, des pistes adaptées au contexte qui aient fait la preuve de leur efficacité.

Cette approche combinerait des interventions macro et microéconomiques, gérant l'offre et la demande de main-d'œuvre, la quantité autant que la qualité de l'emploi.

Elle associerait des politiques actives du marché du travail à des mesures de protection sociale destinées aux jeunes, des formations nombreuses et de qualité pour répondre aux décalages de compétences; elle encouragerait l'esprit d'entreprise et la création d'entreprises chez les jeunes, l'application effective des normes internationales du travail et la défense des droits au travail. Sans oublier que les politiques qui fonctionnent pour les jeunes doivent aussi tenir compte de leurs perspectives – ce qui suppose que l'on fasse participer les jeunes et que l'on se mobilise à leurs côtés.

Ce plan d'action indique une priorité stratégique au niveau national, ainsi qu'un cap pour les initiatives régionales et internationales. C'est aussi un fondement solide sur lequel établir des partenariats multidimensionnels.

Il est temps d'agir

En juin 2012, la discussion de la Conférence internationale du Travail sur l'emploi des jeunes



va s'emparer de ces questions. Le rapport d'information «La crise de l'emploi des jeunes: il est temps d'agir»¹ présente les leçons tirées de l'expérience de nombreux pays depuis la dernière discussion de ce type en 2005 et la résolution² qui en était issue. Il propose aussi une gamme de solutions qui peuvent être appliquées dans divers contextes et pour différents groupes de jeunes.

Quelque 45 dialogues nationaux ont eu lieu en mars et avril 2012 qui aboutiront à un Forum sur l'emploi des jeunes à Genève (du 23 au 25 mai), organisé pour recueillir les témoignages directs des jeunes qui partageront leurs espoirs, leurs idées et leurs propositions pour le monde du travail de demain.

L'exigence du travail décent pour tous, de dignité et de justice sociale, a trouvé un écho dans toutes les régions. Il est temps de bâtir des économies et des sociétés où les jeunes gens peuvent trouver leur place, aujourd'hui comme demain. ■

¹ http://www.ilo.org/ilc/ILCSessions/101stSession/reports/reports-submitted/WCMS_176539/lang-fr/index.htm

² Résolution concernant l'emploi des jeunes, adoptée par la 93^e session de la Conférence internationale du Travail (Genève, juin 2005): <http://www.ilo.org/public/french/standards/relm/ilc/ilc93/pdf/resolutions.pdf>